



**JOURNEE NATIONALE D'HOMMAGE AUX MORTS POUR LA FRANCE
DE LA GUERRE D'ALGERIE ET DES COMBATS DU MAROC ET DE LA TUNISIE
MARDI 5 DECEMBRE 2006 – 18H00**

L'Histoire de France, l'Histoire de la France ni ne se partage, ni ne se divise.
Elle demeure un héritage commun, forgé chaque jour, de destins d'hommes et de femmes dont le quotidien vient épouser le mouvement.

En aucune manière, elle ne saurait être un stock successif de bonnes et de mauvaises actions, où chacun au gré de ses convictions irait faire le choix, le tri afin de donner corps à telle ou telle opinion.

Cela s'appelle réviser, cela s'oppose à notre conception du monde, au nécessaire devoir de mémoire qu'il nous appartient de mener chacune et chacun.

Cette Histoire, des lieux, des dates viennent s'y greffer, symboles de grandeur, symboles d'engagement et de volontés individuelles, de volontés collectives.

En cela l'Histoire de France rejoint l'histoire de la France qui unit dans un destin commun, citoyens et citoyennes, acteurs de leur destin et de celui de la Nation.

Cette commémoration, souhaitée, voulue, mise en texte et en œuvre par le Président de la République, illustre parfaitement cette volonté d'unir le souvenir des hommes, au culte de ceux qui ne sont pas revenus, dans une construction de mémoire débarrassée de tous tabous.

Jamais notre Pays n'est aussi faible que lorsqu'il est divisé ; cela est vrai dans la guerre, cela est vrai dans la paix.

Rien n'est plus difficile que de conquérir la paix, la maintenir, lui assurer un avenir.

Trois fois, en à peine plus d'un demi-siècle, la jeunesse de France eut à subir les horreurs de conflits :

- deux d'ampleur mondiale,
- l'autre intimement qualifié de colonial, qui achevât une république.

Par trois fois, la machine se mit en marche, sans que l'on puisse immédiatement réagir, broyant familles, institutions, taillant dans les générations, accumulant blessures au corps et aux âmes, rancoeurs et bleus aux cœurs.

À peine une décennie après la fin du second conflit mondial, le contingent fut à nouveau appelé.

La jeunesse de France, tout juste sortie des privations d'un pays en reconstruction, partit, dans un premier temps, pour de simples opérations de maintien de l'ordre, puis de manière plus pudique, pour des événements : aujourd'hui on le sait, on le dit, on l'écrit : Elle partit en réalité pour une Guerre, la guerre d'Algérie.

Car c'est bien d'une guerre qu'il s'agit, avec son tristement habituel cortège de destructions, de sévices et de morts. Le reconnaître fut long, tant étaient mêlées les histoires ; le reconnaître fut dur, tant les passions perdurent ; le reconnaître fut juste, pour marquer les destins.

Car c'est bien des destins qu'il s'agit, le pluriel revêtant toute son importance :

- destin déclinant de 132 années d'histoire et de présence,
- destin renaissant d'un peuple souhaitant s'affirmer seul,
- destin de plus d'un million de nos concitoyens à reconstruire et à ressouder.

Sur fond de morts, de répression, sur fond d'actions, que l'on ose nommer guerre, sur fond de crise politique et institutionnelle, qui vit une république née de la guerre, s'effondrer dans une autre.

Les accords d'Evian, le référendum d'indépendance vinrent clore ces pages lourdes : 23000 jeunes Français ne les virent pas se tourner, auxquels s'adjoignent ceux et leurs familles qui avaient mis leur foi en la France ; ceux condamnés à n'être ni d'un pays, ni de l'autre.

Plus de 40 ans après, notre reconnaissance va à tous ceux, de tous les bords, qui furent avant toute chose des artisans de paix, cherchant la voie de l'honneur plutôt que le fracas des armes, à ceux qui firent, encore dans l'honneur, leur devoir, à ceux qui portèrent la République, lorsqu'une frange factieuse tentât d'imposer sa loi, celles des armes et du chaos, du déshonneur et de la félonie, face à la Loi, à l'ordre de la République, au respect des accords signés.

S'il est risqué, tendancieux, parfois malhonnête, de regarder hier avec les yeux d'aujourd'hui ; il l'est tout autant d'excuser, par des cécités occasionnelles les zones d'ombre et d'excès qui dans les deux camps concernèrent une surenchère de la terreur.

La liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté des peuples à s'affranchir de toute forme d'oppression au profit de sa souveraineté, affirmée dès 1789, confirmée dans les actes et les textes, ne doit pas, ne doit plus s'accompagner de deuils, de luttes fratricides, telles qu'eurent à connaître nos pères.

Nous, témoins, acteurs, fils et filles de ceux qui perdirent leur jeunesse et leur vie, pour 23000 d'entre eux, en terre d'Afrique, devront être présents pour l'affirmer.

Tel est le sens de cette journée : souvenir, recueillement, réconciliation, vigilance.

La France est un grand pays, sa voix se doit d'être écoutée dès lors qu'en paix, elle parle le langage de la liberté, de l'Égalité et de la fraternité.